

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- 1.1 SECTIONS CONNEXES
- .1 Section 011400 - Restrictions visant les travaux
 - .2 Section 013530 - Santé et sécurité
 - .3 Section 013543 - Protection de l'environnement
 - .4 Section 024113 - Démolition d'ouvrages
- 1.2 BASE DE PAIEMENT
- .1 Les travaux d'arboriculture nécessaires pour la gestion de la végétation arborée indésirable seront mesurés par unité tel que décrit ci-bas. La soumission du prix unitaire inclut la compensation intégrale pour tous les travailleurs, les matériaux et l'équipement pour effectuer le travail, incluant la machinerie et les coûts et dépenses qui y sont reliés.
 - .1 ITEM 2 : L'abattage, le tronçonnage des souches d'arbres, la production du paillis de bois raméal ou l'élimination des branches (si spécimens malades) et l'élimination des résidus de bois pour des arbres de 1 à 20cm de DHP - les arbres multi-troncs dont chaque tronc a un DHP de 1 à 20cm sont comptés comme 1 arbre – seront rémunérés selon les quantités réelles calculées sur place et les prix unitaires indiqués dans le formulaire d'acceptation et de soumission.
 - .2 ITEM 3 : L'abattage, le tronçonnage des souches d'arbres, la production du paillis de bois raméal ou l'élimination des branches (si spécimens malades) et l'élimination des résidus de bois pour des arbres de 21 à 30cm de DHP - les arbres multi-troncs dont chaque tronc a un DHP de 21 à 30cm sont comptés comme 1 arbre – seront rémunérés selon les quantités réelles calculées sur place et les prix unitaires indiqués dans le formulaire d'acceptation et de soumission.
 - .3 ITEM 4 : L'élague, la production du paillis de bois raméal ou l'élimination des branches (si spécimens malades) et l'élimination des résidus de bois pour des arbres de 1 à 20cm de DHP - les arbres multi-troncs dont chaque tronc a un DHP de 1 à 20cm sont comptés comme 1 arbre – seront rémunérés selon les quantités réelles calculées sur place et les prix unitaires indiqués dans le formulaire d'acceptation et de soumission.
 - .4 ITEM 5 : L'élague, la production du paillis de bois raméal ou l'élimination des branches (si spécimens malades) et l'élimination des résidus de bois pour des arbres de 21 à 30cm de DHP - les arbres multi-troncs dont chaque tronc a un DHP de 21 à 30cm sont comptés comme 1 arbre – seront rémunérés selon les quantités réelles calculées sur place et les prix unitaires indiqués dans le formulaire d'acceptation et de soumission.
 - .2 Les travaux d'arboriculture décrits ci-bas et nécessaires pour la gestion de la végétation arborée indésirable seront inclus dans le montant forfaitaire. Le prix forfaitaire inclut la compensation intégrale pour tous les travailleurs, les matériaux et l'équipement pour effectuer le travail, incluant la machinerie et les coûts et dépenses qui y sont reliés.

- .5 L'élagage d'arbres et d'arbustes pour la mise en œuvre de la ligne de vie incluant la production du paillis de bois raméal ou la disposition du bois (si arbres malades) et la disposition des résidus de bois sont inclus au prix forfaitaire.
- .6 La coupe d'arbustes et la production du paillis de bois raméal et la disposition des résidus de bois sont inclus au prix forfaitaire.
- .7 Le contrôle des repousses / la coupe totale des rejets de souches à toutes les 3 semaines et la production du paillis de bois raméal sera inclus au prix forfaitaire.
- .8 L'enlèvement / éradication des semis d'arbres sera inclus au prix forfaitaire.
- .3 Inclure dans le coût des items lorsque requis : l'enlèvement et la disposition des matériaux non transformés en paillis de bois raméal selon les normes en vigueur, et l'enlèvement du surplus de paillis de bois raméal du chantier si requis. Le paillis doit être entreposé selon les indications au devis.
- .4 Aucun paiement ne sera approuvé par le Représentant du Ministère pour des travaux qui n'auront pas été requis et identifiés à cet effet par ce dernier.
- .5 Inclure dans les items lorsque requis les coûts de déneigement nécessaires pour l'exécution des travaux.

1.3 NORMES À RESPECTER
POUR LES TRAVAUX

- .1 À moins d'une mention contraire dans un autre article de cette section du devis, les normes suivantes sont à respecter pour tous les travaux d'arboriculture à réaliser :
 - .1 Élagage : Best Management Practices – Tree Pruning (Revised 2008).

1.4 PLANS ET DEVIS

- .1 Les documents (plans, devis, cahiers de charges, bordereaux et annexes) sont complémentaires et doivent être acceptés comme un tout. Ils s'expliquent et se complètent réciproquement dans le but de définir les travaux à exécuter.
- .2 Tout ce qui serait omis par les uns mais indiqué par les autres et qui serait nécessaire au parachèvement des travaux, conformément à l'intention manifeste des dits documents du contrat, doit être exécuté par l'Entrepreneur sans plus-value.

1.5 LISTE DES TRAVAUX

- .1 La liste des travaux d'arboriculture qui sont à réaliser est indiquée aux plans.
- .2 Cependant, le Représentant du Ministère ne s'engage aucunement à faire exécuter les travaux sur les quantités d'arbres indiquées dans le bordereau de soumission ou encore dans la liste aux plans. Le Représentant du Ministère se réserve le droit de faire exécuter plus, ou moins, ou aucun des travaux indiqués pour les diverses catégories. Aucune quantité minimale d'arbres sur lesquels des travaux devront être faits n'est garantie à l'Entrepreneur.

- .3 La liste définitive d'arbres pour lesquels des travaux seront à exécuter sera produite par le Représentant du Ministère environ 15 jours avant le début des travaux d'arboriculture.
- 1.6 DOCUMENTS À SOUMETTRE
- .1 L'Entrepreneur doit soumettre les documents suivants avant le début des travaux:
- .1 Liste de toute la machinerie et leur description
 - .2 Dessins scellés par un ingénieur, montrant l'emplacement et l'installation des grues
 - .3 Liste des employés et de leurs qualifications
 - .4 Plan de travail et échéancier
 - .5 Preuves d'assurance
- 1.7 QUALITÉ DES TRAVAUX
- .1 Une attention particulière est accordée à la qualité des travaux. Cependant la surveillance exercée par le Représentant du Ministère ne dégage nullement l'Entrepreneur de ses responsabilités de mener entièrement à bien l'exécution des travaux demandés.
- 1.8 ÉCHÉANCIER
- .1 Selon les spécifications aux plans et devis.
- 1.9 SÉCURITÉ
- .1 Du début jusqu'à la toute fin de ses travaux, l'Entrepreneur devra assurer la sécurité complète du public.
- .2 L'Entrepreneur est obligé de se conformer aux normes en vigueur et aux recommandations de la Section 013530 – Santé Sécurité.
- .3 L'Entrepreneur est responsable de payer toutes les contributions obligatoires et déductions exigées par les lois en vigueur.
- 1.10 PROTECTION DES STRUCTURES, OUVRAGES EXISTANTS, DES BIENS ET ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ
- .1 Structure, ouvrages existants et autres biens :
- .1 L'Entrepreneur doit, à ses frais, protéger et remettre en bon état, à la satisfaction de leurs propriétaires, toutes les installations et tous les biens, structures ou autres ouvrages existants, ainsi que les arbres, arbustes, pelouses et plantes des propriétés privées ou publiques qu'il rencontre au cours des travaux et qu'il endommage ou met en danger.
 - .2 Si les dommages causés se révèlent irréparables, l'Entrepreneur devra en assumer la pleine responsabilité allant d'une indemnisation partielle pour la valeur jusqu'au remplacement des objets ou arbres en cause s'il y a lieu.
 - .3 L'Entrepreneur doit, dans tous les cas, aviser le Représentant du Ministère des dommages qu'il a ainsi causés ou du danger qui a été créé par ses travaux ou à l'occasion de ceux-ci ainsi que les actions prises à l'égard de ceux-ci.
 - .4 Tous les frais associés à la remise en bon état des arbres, arbustes ou autres aménagements ou lieux endommagés sont à la charge de l'Entrepreneur.
 - .5 Suite à des travaux de remise en bon état, un arbre ou arbuste blessé, brisé ou endommagé peut montrer une dépréciation résiduelle engageant la responsabilité de l'Entrepreneur pour une indemnisation partielle de la valeur des arbres ou arbustes endommagés.
 - .6 La dépréciation résiduelle d'un arbre ou d'un arbuste endommagé, même après remise en état, sera calculée en

fonction des méthodes d'évaluations proposées par l'International Society of Arboriculture (ISA) selon l'expertise d'un mandataire désigné par le Représentant du Ministère.

- .7 Les travaux seront accomplis et les plaintes considérées et réglées par l'Entrepreneur avec le tact nécessaire au maintien de bonnes relations entre les propriétaires voisins, les citoyens et le gouvernement fédéral.
 - .8 L'Entrepreneur ne peut en aucun temps engager la responsabilité du Représentant du Ministère pour paiement de dédommagements, de compensations, de faveurs, etc.
- .2 Propriété du Gouvernement du Canada :
- .1 Les arbres sur lesquels des travaux sont commandés sont situés les terrains propriétés du Gouvernement du Canada.
 - .2 L'Entrepreneur doit limiter le plus possible l'ensemble de ses opérations de même que la circulation de ses véhicules et employés aux limites des terrains propriétés du Gouvernement fédéral.
 - .3 L'ensemble des travaux prévus devraient pouvoir s'effectuer directement et entièrement dans les limites de la propriété du Gouvernement fédéral. L'Entrepreneur ne peut en aucun temps empiéter sur la propriété privée pour l'exécution des travaux.
 - .4 Lors des travaux, les Entrepreneurs doivent s'attendre à rencontrer des obstacles limitant l'accès à leur machinerie comme des haies, des aménagements de matériaux inertes, des surfaces engazonnées, des chantiers de construction, des sentiers, etc. Ces conditions sont considérées comme normales pour la réalisation des travaux sur un pareil projet et elles ne justifieront aucun rémunération additionnelle.
 - .5 Lors des travaux, l'Entrepreneur ne peut utiliser en aucun temps des équipements roulants dans les allées ou stationnements privés.

1.11 RÉCLAMATION PAR DES TIERS ET PRIVILÈGES

- .1 Lorsqu'il y a contre l'Entrepreneur une réclamation ou créance qui peut entraîner une responsabilité pécuniaire pour le Représentant du Ministère ou constituer une charge sur un bien appartenant, au gouvernement fédéral, le Représentant du Ministère a le droit de se garantir, en capital, intérêts et frais, de telle réclamation ou créance, en retenant les sommes nécessaires de tout montant dû ou à devenir dû à l'Entrepreneur ou en obtenant de celui-ci les certificats ou garanties appropriées.
- .2 Dans le cas où une réclamation ou une créance est établie après que tous les paiements dus à l'Entrepreneur ont été effectués par le Représentant du Ministère, l'Entrepreneur doit rembourser tous les montants en capital, intérêts et frais, que le Représentant du Ministère a été obligé de déboursier par suite du défaut de l'Entrepreneur.

1.12 MESURES D'URGENCES

- .1 Si, au cours de l'exécution des travaux et jusqu'à la réception finale, il survient des situations qui, de l'avis du Représentant du Ministère, nécessitent des mesures d'urgence pour la protection du public, des ouvrages et des structures environnantes, et que l'Entrepreneur ne

peut y remédier ou refuse de le faire, le Représentant du Ministère peut prendre les mesures nécessaires pour y remédier.

- .2 Les dépenses ainsi occasionnées sont à la charge de l'Entrepreneur et peuvent être déduites des sommes qui lui sont dues ou qui peuvent lui devenir dues.

PARTIE 2 – MATÉRIAUX

SANS OBJET.

PARTIE 3 – ÉQUIPEMENTS ET MAIN-D'OEUVRE

3.1 MACHINERIE, ÉQUIPEMENTS ET OUTILLAGE

- .1 L'Entrepreneur doit disposer de l'ensemble de la machinerie, les équipements, l'outillage et la main-d'œuvre nécessaires à l'exécution des travaux d'arboriculture.

3.2 ÉQUIPES POUR LES TRAVAUX

- .1 Pour les travaux d'élagage, de taille de formation et de haubanage, l'Entrepreneur devra fournir les équipements et la machinerie suivante :
 - .1 Un minimum de deux camions d'arboriculture munis d'une boîte fermée pour le déchiquetage des branches ayant un volume minimum de contenance de 10 mètres cubes.
 - .2 Un déchiqueteur à branches de type industriel sur remorque. Le déchiqueteur devra être capable de déchiqueter des branches d'au moins 20 cm de diamètre.
 - .3 L'Entrepreneur devra fournir avec ses camions tout l'équipement et l'outillage nécessaires à l'exécution de l'ensemble des travaux d'arboriculture qui lui seront demandés.
- .2 Les équipes de travail que l'Entrepreneur devra fournir seront composées de 2 ou 3 employés, dont 1 pour la conduite du camion:
 - .1 Un élagueur et chef d'équipe qui est habilité à travailler avec les méthodes « aux câbles » notamment.
 - .2 Un élagueur qui est habilité à travailler avec les méthodes « aux câbles » notamment, et ce si une équipe de 3 ouvriers est nécessaire.
 - .3 Un homme pour le travail au sol.

PARTIE 4 – EXÉCUTION

4.1 IDENTIFICATION DES ARBRES SUR LE TERRAIN

- .1 L'identification des arbres sur lesquels intervenir et la nature des travaux à faire sera faite par le Représentant du Ministère préalablement au début des travaux.

4.2 PLAN DE TRAVAIL

- .1 Dans les 10 jours ouvrables suivants un avis à l'effet que le contrat lui sera octroyé, l'Entrepreneur devra obligatoirement déposer au Représentant du Ministère un plan de travail écrit et complet

décrivant entre autre les périodes (jours ou semaines) ainsi que les zones (ou groupes d'arbres) où il compte exécuter ses travaux.

- .2 Ce plan de travail devra faire l'objet d'une validation et d'une approbation par le Représentant du Ministère. Si des activités éducatives ou universitaires doivent avoir lieu dans certains secteurs et/ou à certaines dates (ou périodes), le Représentant du Ministère pourra exiger des modifications au plan de travail afin de respecter les contraintes associées aux contraintes de ces activités éducatives ou universitaires. L'Entrepreneur sera alors tenu d'apporter les changements nécessaires et de s'y conformer.

4.3 AVIS POUR LES
TRAVAUX ET SÉCURITÉ

- .1 L'Entrepreneur doit confirmer à l'avance dans les trois jours ouvrables à le Représentant du Ministère de la date du début de ses travaux ou de la reprise de ceux-ci.
- .2 Dans les secteurs du chantier où la circulation piétonnière ou véhiculaire est plus importante – sentier piétonnier en bordure du Canal Rideau et de la rivière des Outaouais – et où des travaux d'arboriculture sont prévus, une coordination devra être effectuée entre l'Entrepreneur et le Représentant du Ministère.

4.4 HORAIRE DE TRAVAIL

- .1 L'horaire de travail normal est spécifié à la section 011400 – Restrictions visant les travaux.

4.5 CELLULAIRE

- .1 L'Entrepreneur et son représentant (ou contremaître, chef d'équipe, etc.) doivent fournir obligatoirement un numéro de cellulaire où il est possible de les rejoindre en tout temps durant les heures de travail.

4.6 COMMUNICATIONS
AVEC LES GENS

- .1 Dans ses communications, l'Entrepreneur ainsi que son personnel devront agir avec tact et professionnalisme.

4.7 REPRÉSENTANT
DE L'ENTREPRENEUR

- .1 L'Entrepreneur doit désigner par écrit un représentant (ou contremaître, chef d'équipe, etc.), pour toute la durée des travaux. Celui-ci doit avoir la formation pertinente aux travaux d'arboriculture. Le représentant doit voir à la bonne exécution des travaux.

4.8 SÉCURITÉ DES
TRAVAILLEURS

- .1 L'Entrepreneur est responsable de fournir à ses employés tout l'information et l'équipement nécessaires à leur protection lors de l'exécution des travaux d'arboriculture, et ce dans des conditions sécuritaires. Il doit s'assurer également que les consignes et règles de sécurité sont comprises et il doit s'engager à ce qu'elles soient observées et respectées par ses employés. Notamment, les ouvriers travaillant au sol devront porter un dossard de sécurité en tout temps.
- .2 L'Entrepreneur devra notamment se conformer en tout temps aux règles de sécurité tel que spécifié au devis.

4.9 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER

- .1 L'Entrepreneur est le seul responsable de la sécurité sur le chantier, de la protection adéquate des ouvriers, du personnel et du public en général, de la protection des biens, des matériaux et du matériel.

- .2 L'Entrepreneur doit, en tout temps et à ses frais, maintenir sur le site des travaux le degré d'ordre et de propreté nécessaire à la sécurité du personnel et du public.
- .3 L'Entrepreneur sera responsable de fournir et d'installer la signalisation adéquate pour ses chantiers ainsi que toute installation de barricades ou de clôtures limitant l'accès aux zones de travail.
- .4 Au besoin, l'Entrepreneur fournira du personnel spécifiquement affecté à la signalisation des travaux près des zones de travail.

4.10 ÉPERONS

- .1 Nonobstant ce qui peut être inscrit aux normes de références, l'utilisation de grimpettes (crampons) est strictement interdit pour les travaux autres que l'abattage ou lors de sauvetages aériens.

4.11 PRODUITS DE RECOUVREMENT

- .1 L'emploi de produits de recouvrement sur les surfaces de coupes ou les plaies ou les blessures est interdit en toutes circonstances.

4.12 NETTOYAGE

- .1 Immédiatement les travaux d'arboriculture terminés, ou au plus tard à la fin de chaque journée, l'Entrepreneur devra s'assurer que le site aura été nettoyé adéquatement et laissé propre, c'est-à-dire exempt d'amoncellement de feuilles, de branches, de billots, de troncs, de copeaux de bois et de résidus d'essouchage notamment.
 - .1 Le ramassage sur les surfaces aménagées avec des végétaux ou gazonnées doit impliquer un travail minutieux réalisé avec un souffleur portatif (« blower »), un balai à feuilles ou toute autre méthode donnant des résultats équivalents ou meilleurs.
 - .2 Le ramassage sur les surfaces dures (trottoir, asphalte, pavés, etc.) doit impliquer un travail minutieux réalisé avec un souffleur portatif («blower»), un balai ou une brosse ou toute autre méthode donnant des résultats équivalents ou meilleurs.
 - .3 Dans le cas des surfaces enneigées, le ramassage devra être fait de telle manière à éviter de laisser des accumulations de débris jugées comme trop importantes par le Représentant du Ministère.
- .2 L'Entrepreneur doit disposer les matériaux et le matériel d'une façon ordonnée et sécuritaire sur le chantier.
- .3 Si le Représentant du Ministère constate que des débris ont été laissés sur le site, à l'extérieur de la zone d'entreposage, et non ramassés à la fin de la journée de travail, des pénalités pourront être appliquées sur le cautionnement d'exécution.
- .4 L'Entrepreneur peut entreposer les débris d'élagage et d'abattage dans la zone d'entreposage pendant les travaux arboricoles. Les débris doivent être évacués et la zone d'entreposage ainsi que toutes les surfaces finies existantes doivent être nettoyées et remises en état à chaque année, à la fin des travaux d'arboriculture effectué à chaque année.

4.13 ABATTAGE

- .1 Pour les travaux d'abattage, l'Entrepreneur emploiera la méthode appropriée en fonction de l'environnement de l'arbre à abattre et afin d'éviter tout dommage à la propriété (parterre gazonné, lit de plantation, etc.), aux biens (voitures, etc.), édifices et autres infrastructures ainsi que toute blessure envers les passants.
- .2 Dans le cas où un arbre à abattre ne fait pas l'objet de travaux subséquents d'essouchage, la souche devra alors être tronçonnée le plus près du sol.
- .3 Certaines tâches à l'intérieur de la limite des travaux peuvent être faites avec une grue pour retirer les arbres du boisé, dans la mesure où l'Entrepreneur se conforme aux restrictions quant à l'emplacement de la grue.

4.14 TRONÇONNAGE
DES SOUCHES

- .1 Les souches devront être coupées le plus près du sol au moyen d'une tronçonneuse mécanique.
- .2 Toutes les sections de souches tronçonnées près du sol devront être retirées et transportés hors des lieux.
- .3 Les souches des Juglans cinera (Noyer cendré), Fraxinus (Frênes) et Ulmus americanus (Ormes d'Amérique) doivent être recouvertes de 30cm de terre végétale.

4.15 ÉLAGAGE

- .1 Les travaux d'élagage devront être effectués en conformité avec les prescriptions de la norme de référence citée dans le devis.
- .2 Les travaux d'élagage sur les arbres identifiés à cette fin incluront les activités suivantes :
 - .1 Élagage de sécurité (pour les arbres en surplomb du sentier longeant le Canal Rideau et de la zone gazonnée).
 - .2 Élagage sanitaire (c'est-à-dire coupe des branches atteintes de maladies).
 - .3 Rehaussement de couronne pour les arbres à grand déploiement :
 - à 4,5 m en surplomb des voies de circulation pour les véhicules, les sentiers piétons et des parterres gazonnés.
 - .4 Élagage pour les fins de création de puits de lumière (arbres existants appartenant à des espèces indigènes désirables et arbres nouvellement plantés).
 - .5 Élagage pour la mise en œuvre de la ligne de vie.
- .3 L'ensemble des travaux de dégagement et de rehaussement de couronne devront être faits au moyen de coupes directionnelles de manière à procurer un dégagement adéquat pour une période de 3 ans.
- .4 Pour l'ensemble des travaux de dégagement et de rehaussement de couronne, toutes les branches interférentes avec les zones à dégager devront normalement être enlevées peu importe leur diamètre.
- .5 Aucun éclaircissage systématique de cime n'est à effectuer lors des travaux d'élagage.

4.16 CONTRÔLE
DES REPOUSSES

- .1 Durant la saison de végétation, soit entre le 15 mai et le 15 octobre de chaque année, l'entrepreneur devra couper entièrement toutes les repousses qui se seront formées tout autour de la base de chacune des souches d'arbres (incluant celles issues des racines) qu'il aura abattu. Cette opération devra être répétée à toutes les 3 semaines. Aucune tronçonneuse mécanique ne pourra être utilisée pour ce travail.

4.17 RÉSIDUS D'ÉLAGAGE,
D'ABATTAGE ET DE
CONTRÔLE DES REPOUSSES

- .1 Tous les résidus d'élagage, d'abattage et d'essouchement – copeaux de bois, billes de bois, terre, etc. – produits au cours des travaux d'arboriculture devront être transportés à l'extérieur du site des travaux dans un site approprié, approuvé par le Gouvernement fédéral, et ce aux frais de l'Entrepreneur.
- .2 Le ou les sites de résidus devront être connus par le Représentant du Ministère.
- .3 Dans le cas de résidus bois provenant de *Fraxinus* (Frênes), l'Entrepreneur devra en disposer en conformité avec l'*Arrêté ministériel sur les lieux infestés par l'agrile du frêne* émis par l'*Agence canadienne d'inspection des aliments*, Arrêté qui inclut notamment l'ensemble du territoire de la région d'Ottawa, ainsi que la réglementation provinciale et municipale qui s'applique le cas échéant. Tous les frais supplémentaires qui pourraient être engendrés par le respect de cet Arrêté sont à la charge de l'Entrepreneur.
- .4 Les normes liés au traitement des résidus et des souches de *Juglans cinera* (Noyer cendré) et d'*Ulmus americana* (ormes d'Amérique) doivent être appliquées.

4.18 ENLÈVEMENT DES
SEMIS

- .1 Du 15 mai au 15 octobre, une fois par année, et trois fois au total pendant le mandat, l'Entrepreneur devra enlever à la main tous les semis de *Fraxinus* (Frênes), d'*Acer platanoides* (Érable de Norvège), *Acer negundo* (Érable à Giguère) et tout autre semis identifiés par le Représentant du Ministère.

4.19 ARBRES DANGEREUX

- .1 Si l'Entrepreneur ou ses employés constatent lors de l'exécution de leurs travaux qu'un arbre pourrait poser une menace quelconque à la sécurité du public, ce dernier est tenu d'en aviser le plus rapidement possible le Représentant du Ministère.

4.20 DOMMAGES CAUSÉS
À LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

- .1 Si l'Entrepreneur, lors de l'exécution des travaux, cause des dommages à un bâtiment, une infrastructure ou un véhicule appartenant au Gouvernement fédéral ou à toute autre (privé ou public), l'Entrepreneur devra s'assurer de réparer (ou dédommager) entièrement le tout dans les meilleurs délais, et ce à l'entière satisfaction du Représentant du Ministère ou du propriétaire en question. Les frais encourus sont à l'entière charge de l'Entrepreneur.

4.21 TRAVAUX NON CONFORMES

- .1 L'Entrepreneur sera tenu de reprendre à ses frais des travaux qu'il aura exécuté de façon non conforme au présent devis technique.
- .2 Le Représentant du Ministère vérifiera régulièrement que les travaux sont effectués en conformité avec les clauses du présent devis technique.

***** FIN DE SECTION *****